



Association of Canadian Academic Healthcare Organizations
Association Canadienne des Institutions de Santé Universitaires

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

TPS : des mesures discriminatoires contre le secteur de la santé Le gouvernement fédéral retire près de 300 millions de dollars par année du système de santé

Ottawa, le 14 novembre 2007 – L'Association canadienne des institutions de santé universitaires (ACISU), porte-parole national des hôpitaux d'enseignement, des régies régionales de la santé et de leurs instituts de recherche (aussi appelés hôpitaux de recherche), exhorte le gouvernement fédéral à corriger les répercussions discriminatoires de la taxe sur les produits et services (TPS) sur le système de santé.

Pour le moment, les répercussions de la TPS ne sont pas toutes les mêmes pour les hôpitaux et les autres organisations, établissements et services de santé sans but lucratif financés par des fonds publics. Dans huit provinces, les hôpitaux sont admissibles à un remboursement de 83 % de la TPS, alors que les autres organisations, établissements et services de santé sans but lucratif ne le sont qu'à 50 %. Et pour compliquer les choses, deux provinces reçoivent à l'heure actuelle un remboursement intégral de la TPS en matière de santé, ce qui est fondamentalement injuste (voir les éléments de base). Le gouvernement fédéral a toutefois fait passer le remboursement de la TPS à 100 % pour l'ensemble des municipalités à l'échelle du pays.

Selon une récente enquête d'opinion publique menée par SES Research, 84 % des Canadiens veulent que le gouvernement fédéral établisse des règles de jeu équitables pour toutes les provinces en matière de remboursement de la TPS en faisant passer le pourcentage du remboursement à 100 % pour tous les hôpitaux, organisations, établissements et services de santé sans but lucratif financés par des fonds publics. M. Nik Nanos, président de SES Research, a observé que « les Canadiens n'étaient pas informés que les hôpitaux et les autres organisations, établissements et services de santé financés par des fonds publics payaient la TPS, et qu'ils jugeaient par ailleurs que la solution proposée était juste et simple ». Cette solution est fortement appuyée par l'Association canadienne des soins de santé, homologue de l'ACISU. Consultez les résultats de l'enquête sur le site Web de l'Association, au www.Acisu.org.

« Cette solution est juste, raisonnable et, par-dessus tout, fait en sorte d'éviter que le gouvernement fédéral ne donne d'une main et ne reprenne de l'autre », affirme le Dr Denis Richard Roy, président de l'ACISU et directeur général du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

« Fondée sur une réduction du taux de TPS de 7 à 5 %, la solution en matière de politique fiscale que propose l'ACISU constitue pour le gouvernement fédéral une opportunité de jouer "gagnant-gagnant" : elle lui permet non seulement d'être mieux adapté à la structure du système de santé, mais de conserver les investissements fédéraux là où ils doivent l'être, c'est-à-dire dans les hôpitaux, les organisations, les établissements et les services de santé du pays, de manière à offrir aux Canadiens l'accès en temps opportun à un éventail de services de santé de qualité », affirme M. Glenn Brimacombe, chef de la direction de l'ACISU.

Les membres de l'ACISU sont des dirigeants d'organisations innovatrices qui priorisent les transformations dont le rôle unique et essentiel, au sein du système, est de former la prochaine génération de professionnels de la santé, de proposer des pratiques novatrices et avant-gardistes grâce à la recherche en santé, et de fournir la plupart des services de santé spécialisés à la population canadienne.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Personne-ressource pour les médias : Beatrice Keleher Raffoul, directrice, relations gouvernementales

Téléphone : 613 730-5818, poste 323; cellulaire : 613 795-4878

Télécopieur : 613 730-4314; courriel : raffoul@acaho.org